



**MINISTÈRES
TRANSITION ÉCOLOGIQUE
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
TRANSPORTS
VILLE ET LOGEMENT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général
Direction des
Affaires Financières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Location, entretien et livraison de linge de restauration
des cabinets ministériels des ministères de la Transition
écologique, de l'Aménagement du territoire, des
Transports, de la Ville et du Logement (MTEATTVL)

Procédure SG-SAD3-001-26

Table des matières

1 - Objet du marché.....	3
2 - Caractéristiques du marché.....	3
2.1- Procédure de passation.....	3
2.2 - Allotissement.....	3
2.3- Forme du marché.....	3
2.4- Durée du marché.....	3
3- Pièces constitutives du marché.....	3
4- Mise en œuvre des prestations.....	4
4.1- Démarrage des prestations.....	4
4.2- Modalités de livraison, d'accès et lieux d'exécution (site sensible).....	4
4.3- Frais de livraison.....	4
5- Modalités de passation des bons de commande.....	5
5.1- Prestations sur bons de commande.....	5
5.2- Délais d'exécution du bon de commande prévisionnel annuel.....	5
6- Opérations de vérification.....	6
7- Prix des prestations.....	6
7.1- Nature des prix.....	6
7.2- Contenu des prix.....	7
7.3- Révision des prix.....	7
7.4- Application de la taxe sur la valeur ajoutée.....	8
8- Modalités de règlement.....	8
8.1- Avance.....	8
8.2 - Modalités de paiements.....	8
9. Facturation.....	9
10 - Pénalités.....	10
11- Sous-traitance.....	11
11.1- Déclaration de sous-traitance au moment de l'offre.....	11
11.2- Déclaration de sous-traitance après notification du marché.....	11
11.3- Paiement des sous-traitants.....	11
12- Mesures de sécurité, de confidentialité et d'accès aux bâtiments (site sensible).....	12
13- Obligation de confidentialité du titulaire.....	14
14- Engagements de l'administration.....	15
15- Résiliation du marché.....	15
16- Formalités administratives diverses.....	15
Assurance.....	15
17- Différend, litige et juridiction compétente.....	15
18- Dérogation aux documents généraux.....	16

1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la location, l'entretien et la livraison de linge de restauration des cabinets ministériels des ministères de la Transition Écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Transports, de la Ville et du Logement (MTEATTVL).

2 - Caractéristiques du marché

2.1- Procédure de passation

Le présent marché est passé selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché de services au sens de l'article L. 1111-4 du code de la commande publique. Il se réfère au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

2.2 - Allotissement

Le marché n'est pas alloti. Il ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

2.3- Forme du marché

Le marché est un accord-cadre qui s'exécute par l'émission de bons de commande passés selon la survenance du besoin, conformément aux articles R. 2162-2, R. 2162-4, R.2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Le marché est conclu sans montant minimum, et avec un montant **maximum** de 640 000 euros hors taxe (HT) sur la durée totale du marché.

2.4- Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de sa date de notification.

Il pourra être reconduit trois (3) fois tacitement, sans que sa durée totale puisse excéder quarante-huit (48) mois. Chaque reconduction part de la date anniversaire du marché et le titulaire ne peut s'y opposer.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut décider de ne pas reconduire le marché. Dans ce cas, il en informe le titulaire par écrit un mois avant la date d'échéance du marché.

3- Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière intitulée « bordereau des prix » ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique ;
- les fiches techniques ;
- le catalogue du titulaire.

Seuls font foi les exemplaires originaux uniques des documents précités, conservés dans les locaux de l'administration, CCAG/FCS excepté.

Sauf cas d'erreur manifeste, l'ordre de priorité des pièces constitutives, dont la liste déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS, prévaut en cas de contradiction dans le contenu de ces pièces.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS, la notification du marché comprend uniquement une copie de l'acte d'engagement et son annexe financière.

4- Mise en œuvre des prestations

4.1- Démarrage des prestations

Les prestations débutent à compter de la date de notification du marché au titulaire.

4.2- Modalités de livraison, d'accès et lieux d'exécution (site sensible)

Les livraisons sont effectuées conformément aux dispositions du CCTP et aux dispositions de chaque bon de commande.

Dans le cadre du présent marché, le titulaire ne peut élever aucune réclamation en cas d'adjonction ou d'abandon d'un ou plusieurs sites de la part des Ministères. L'ajout d'un site de livraison fera l'objet d'un avenant. Toutefois, la suppression de site(s) sera notifiée au titulaire par courriel.

Le site ministériel du pôle Saint-Germain est un site sensible.

Le titulaire du marché aura à intervenir dans :

- des lieux abritant des informations ou supports classifiés (article 56-4 du code de procédure pénale),
- des zones protégées (article 413-7 du code pénal), régies par l'instruction générale interministérielle sur la protection du secret de la défense nationale approuvée par arrêté du Premier ministre du 19 août 2021 ainsi que par l'instruction ministérielle n°2320 relative à la protection du secret dans les contrats et les conventions du ministère de la transition écologique.

À ce titre, le marché est qualifié de sensible et il y a obligation de faire l'objet, pour la personne morale et les personnes physiques participant à l'exécution du contrat, d'une enquête administrative dont les modalités sont décrites à l'article 12 du présent CCAP.

4.3- Frais de livraison

Aucun frais de livraison n'est facturé lorsque ces livraisons sont effectuées conformément aux spécifications du CCTP et à l'article 4.2 du CCAP ci-dessus.

5- Modalités de passation des bons de commande

5.1- Prestations sur bons de commande

5.1.1- Émission des bons de commande

Les prestations sont déclenchées par l'émission d'un bon de commande prévisionnel annuel établi par la personne publique. Ce bon de commande est signé par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Ils sont notifiés au titulaire par courriel, avec demande d'accusé de réception expresse par la même voie.

Chaque bon de commande est établi sur la base :

- des prix mentionnés dans l'annexe financière de l'acte d'engagement ;
- des prix mentionnés dans le catalogue du prestataire, à titre exceptionnel et dans la limite de l'enveloppe financière.

Les bons de commande mentionnent :

- La date d'émission du bon de commande ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro d'engagement juridique du marché, désigné par l'intitulé « n° Chorus » ;
- L'objet du marché public ;
- Le service émetteur de la commande ;
- Le n° SIRET de l'État ;
- L'adresse de livraison ;
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- L'adresse de facturation et le code du service exécutant des factures (**FAC9450075**) ;
- La durée d'exécution du bon de commande ;
- Les références du BPU (le cas échéant, les références du catalogue) ;
- Les prix unitaires HT ;
- Le montant total HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC.
- La signature de la personne habilitée.

5.2- Délais d'exécution du bon de commande prévisionnel annuel

Le bon de commande prévisionnel annuel mentionne un délai d'exécution que l'administration détermine en fonction des prestations à réaliser.

5.2.1- Durée d'exécution du bon de commande prévisionnel annuel

Le bon de commande prévisionnel annuel peut être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Il est exécutoire, même après la fin des délais contractuels du marché, dès lors que la durée d'exécution des prestations qui y est stipulée ne dépasse pas un délai de trois (3) mois calendaires à compter de la fin contractuelle du marché.

5.2.2- Modifications du bon de commande prévisionnel annuel

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes essentiels du bon de commande prévisionnel annuel, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par un échange de courriels entre elles., que les modifications portent sur des termes majeurs ou mineurs.

La modification du bon de commande prévisionnel annuel n'est assortie d'aucune indemnité.

5.2.3- Annulation du bon de commande prévisionnel annuel

La personne publique peut à tout moment annuler le bon de commande prévisionnel annuel, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution ou le modifier en retranchant ou en ajoutant des quantités.

Cette annulation n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. L'administration s'engage néanmoins à honorer le montant des prestations exécutées.

L'annulation du bon de commande prévisionnel annuel est notifiée au titulaire soit par échanges dématérialisés ou supports électroniques, soit par tout autre moyen permettant de donner une date certaine de réception.

L'arrêt d'exécution dudit bon de commande ne vaut pas résiliation du marché.

6- Opérations de vérification

La constatation de l'exécution des prestations est régie par les articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées dans les locaux du représentant du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'assiste pas aux opérations de vérification.

7- Prix des prestations

7.1- Nature des prix

Les prix figurent dans :

- le bordereau des prix, l'annexe financière de l'acte d'engagement. Ce sont des prix unitaires ;
- le catalogue du prestataire, pour les articles qui ne sont pas mentionnés pas dans l'annexe financière. Ces commandes sont exceptionnelles et dans la limite de l'enveloppe financière.

7.2- Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents à la bonne exécution de ces prestations. Aucun frais supplémentaire n'est pris en compte.

Les prix sont indiqués hors taxes, auxquels il convient d'ajouter la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), calculée au taux en vigueur au moment de la réalisation des prestations.

Conformément aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix unitaires comprennent :

- le stock de linge mis à disposition ;
- la location du linge mis à disposition ;
- l'entretien des articles comme défini à l'article 2 du CCTP ;
- les enlèvements et les livraisons.

7.3- Révision des prix

Pour les articles sur l'annexe financière de l'acte d'engagement, le bordereau des prix unitaires (BPU)

Les prix sont définitifs et révisibles conformément aux articles R. 2112-7 et R. 2112-13 du code de la commande publique. Ils sont révisibles annuellement selon la formule indiquée ci-après. La révision est applicable à la date anniversaire du marché.

$$P = Po (0,125 + 0,875 \times (PC/PCo))$$

dans laquelle :

P = nouveau prix

Po = prix initial du marché

PC = dernier indice connu au mois de révision des prix du marché

PCo = indice connu du mois de remise des offres

L'identifiant de l'indice de chiffre d'affaires – blanchisserie et teinturerie (NAF rév. 2, niv. classe poste 96.01) - Série mensuelle CVS-CJO - France - base 100 en 2021, est l'identifiant 010774851

Cet indice est consultable sur le site de l'Insee, à cette adresse : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010774851#Tableau>.

En cas de disparition de l'indice, un nouvel indice est introduit par voie d'avenant.

Le titulaire calcule le montant de la révision, corrige l'annexe financière à l'acte d'engagement puis envoie ces documents, par courrier recommandé avec accusé de réception, à l'adresse suivante :

Ministères de la Transition Écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Transports, de la Ville et du Logement (MTEATTVL)

SG/DAF/SAS/SETI1.1

Arche Paroi Sud

92055 La Défense Cedex.

Pour les articles sur catalogue, le titulaire transmet annuellement les nouveaux tarifs de son catalogue.

L'administration se réserve le droit de rejeter les propositions de révision, si celles-ci entraînent une hausse supérieure à 3 % des prix HT.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG/FCS, l'administration se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché à la date du changement de barème ou de tarif lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 3 % l'an.

Les prix révisés s'appliquent à tous les bons de commande notifiés après la révision.

Le prix final révisé est arrêté à la 2^{ème} décimale.

7.4- Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le pouvoir adjudicateur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

8- Modalités de règlement

Les paiements interviennent, après constatation du service fait, dans les conditions suivantes :

8.1- Avance

8.1.1 - Principe de versement

Une avance d'un montant égal à 5 % du montant du bon de commande prévisionnel annuel est accordée dans les conditions fixées à l'article R. 2191-3 et R. 2191-16 du code de la commande publique dès lors que le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Conformément à l'article R. 2191-7, ce taux de 5 % est porté à 30 % si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du CCP.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance en le mentionnant expressément dans l'acte d'engagement.

Le titulaire peut toutefois refuser le versement de l'avance. Son refus doit être expressément mentionné dans l'acte d'engagement.

8.2 - Modalités de paiements

Les modalités de paiement sont les suivantes :

Le paiement des sommes dues au titre de chaque bon de commande prévisionnel annuel est effectué à l'issue de l'exécution des prestations commandées et de leurs validations par la personne publique (signature du service fait).

Les paiements sont obligatoirement effectués sur présentation d'une facture établie comme il est indiqué à l'article 9 du présent CCAP.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-22 du code de la commande publique, pour les petites ou moyennes entreprises au sens de l'article R. 2151-13 la périodicité des paiements peut être ramenée à un mois, à la demande expresse du titulaire.

9. Facturation

La facture établie par le titulaire devra obligatoirement être dématérialisée. Le titulaire devra, en parallèle, transmettre au bureau SETI1 – MTEATTVL – SG/DAF/SAS/SETI1.1 une copie de cette dernière.

Le prestataire facture mensuellement les prestations qu'il réalise, à prix unitaire par article loué, nettoyé, enlevé et livré.

9.1 - Mentions obligatoires

Les factures mentionnent, outre les mentions légales :

- La date et le numéro de la facture ;
- La date de la prestation ;
- L'identité du prestataire :
 - Dénomination sociale ;
 - Adresse du siège social et adresse de facturation (si différente) ;
 - N° de SIRET ;
 - Références bancaires ;
- Identité de l'acheteur (MATTE) :
 - Dénomination sociale ;
 - Adresse de l'acheteur ;
 - Code du service exécutant (**FAC9450075**) ;
- N° de l'engagement juridique (EJ Chorus) de référence ;
- N° du bon de commande ;
- Désignation des prestations identifiées au moyen de leur libellé exact ;
- Prix unitaire hors TVA des prestations et leur quantité ;
- Montant HT ;
- Taux de TVA ;
- Montant TTC.

À défaut des mentions obligatoires précitées, la facture sera rejetée et le délai de la demande de paiement suspendu, après notification au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et jusqu'à régularisation des mentions de la facture par le titulaire du marché.

Le n° EJ est communiqué par la personne publique au moment de la notification du marché.

9.2 – Envoi des factures dématérialisées

Toutes les demandes de paiement devront être transmises de manière dématérialisée, depuis le portail « <https://chorus-pro.gouv.fr/> ».

Ce portail permet notamment d'accéder au kit de communication destiné aux fournisseurs. Celui-ci explique les modalités pratiques de dématérialisation des factures.

À noter : en l'absence de l'une quelconque des mentions énumérées à l'article 9.1 du présent CCAP et, notamment, du numéro EJ Chorus de référence et/ou du code service exécutant (**FAC9450075**), la facture pourra être rejetée par l'acheteur. L'obligation de mentionner ces deux derniers éléments s'applique tant aux titulaires qu'aux sous-traitants admis au paiement direct.

Le n° d'EJ est communiqué par l'acheteur au moment de la notification du marché ou est inclus dans le bon de commande prévisionnel annuel.

Lors du dépôt d'une facture dématérialisée sur Chorus, une copie de chaque facture et/ou d'un récépissé de dépôt est transmise par courriel à l'adresse « anne.gucek-theron@developpement-durable.gouv.fr ».

10 - Pénalités

En cas de manquement à ses obligations contractuelles et par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt les pénalités définies ci-après, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

Le titulaire ne peut se soustraire à l'application de ces pénalités qu'en fournissant à l'administration des justifications présentant un caractère de force majeure.

Les pénalités applicables et leurs causes sont les suivantes :

Causes de pénalités	Pénalités applicables
Tout retard dans la mise en place du linge au démarrage des prestations	100,00 € au-delà du mois comptabilisé à partir de la date de notification du 1 ^{er} bon de commande prévisionnel annuel
Tout retard dans le réajustement du stock en cours de marché	20,00 € par article manquant
Tout retard dans la restitution du linge	20,00 € par article manquant
Tout retard pour remédier à des prestations de qualité insuffisante (linge sale , tâché, troué , mal lavé, froissé, ...)	20,00 € par article
Tout retard dans le remplacement de linge usé, grisé, décoloré ou déchiré par du linge neuf	20,00 € par article
La non-remise du bon de livraison et/ou retrait	20,00 € par bon de livraison et/ou de retrait non remis
En cas de non-transmission des coordonnées des livreurs	50,00 € par constat
Non-respect des horaires et du jour de livraison	50,00 € par constat

Toutes ces pénalités peuvent être cumulées.

En application de l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Le montant des pénalités vient en déduction de la facture afférente à la période au cours de laquelle les manquements se sont produits, après notification du décompte au titulaire.

11- Sous-traitance

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations, à la condition expresse d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

11.1- Déclaration de sous-traitance au moment de l'offre

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat doit, dans ladite offre, fournir, conformément à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le soumissionnaire remet également à l'acheteur une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est placé dans un cas d'exclusion mentionné par les dispositions législatives des sections 1 et 2 du chapitre Ier du titre IV.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

11.2- Déclaration de sous-traitance après notification du marché

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial de sous-traitance.

11.3- Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 € TTC, le sous-traitant est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Le paiement des sous-traitants en paiement direct est effectué sur la base des pièces justificatives, revêtues de l'acceptation du titulaire du marché et transmises par celui-ci, conformément aux modalités de paiement prévues dans le contrat de sous-traitance.

Les paiements ne peuvent intervenir qu'après service fait.

Les règles de rédaction de la facturation sont identiques à celles du titulaire.

12- Mesures de sécurité, de confidentialité et d'accès aux bâtiments (site sensible)

Le site ministériel du pôle Saint-Germain, est un site sensible.

Le titulaire du marché aura à intervenir dans :

- des lieux abritant des informations ou supports classifiés (article 56-4 du code de procédure pénale),
- des zones protégées (article 413-7 du code pénal), régis par l'instruction générale interministérielle sur la protection du secret de la défense nationale approuvée par arrêté du Premier ministre du 19 août 2021 ainsi que par l'instruction ministérielle n°2320, relative à la protection du secret dans les contrats et les conventions du ministère de la transition écologique.

À ce titre, le marché est qualifié de sensible et il y a obligations de faire l'objet, pour la personne morale et les personnes physiques participant à l'exécution du contrat, d'une enquête administrative.

Clause de sécurité « contrat sensible »

En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire du contrat s'engage à assurer la protection des informations et supports classifiés où s'exerce la prestation en tenant compte des dispositions particulières éventuelles fixées par l'autorité contractante et son officier de sécurité, notamment en insérant des clauses de sécurité dans les contrats de travail établis avec les salariés amenés à exécuter les prestations.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants portant sur ses obligations résultant du risque de compromission d'informations et supports classifiés :

- le code pénal, notamment ses articles 413-9 à 414-9 ;
- l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
- l'arrêté du 12 avril 2022 portant approbation de l'instruction ministérielle n°2300 relative à la protection du secret de la défense nationale au sein des ministères de la transition écologique, de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et de la mer.

Le titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

Toute violation ou inobservation par le titulaire des mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du contrat, sans préjudice des peines prévues par les dispositions des articles 413-9 à 413-12 du code pénal.

Clause de sécurité « contrat de travail type »

Cette clause est à adapter et à insérer dans chaque contrat de travail des salariés du titulaire ayant reçu l'autorisation de participer au contrat sensible (enquête administrative favorable de la personne morale). S'il participe à plusieurs contrats sensibles, une seule clause suffit.

En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire du contrat de travail s'engage à respecter les mesures qui lui sont prescrites pour assurer, lors de l'exécution du contrat, la protection des informations et supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté. Le titulaire est informé qu'il n'est pas autorisé à connaître d'informations et supports couverts par le secret de la défense nationale.

Le titulaire est tenu de communiquer l'identité, la fonction et une photo d'identité en format .jpeg du personnel admis à travailler dans les locaux. Cette liste devra être tenue à jour, et communiquée au PC sécurité du pôle ministériel.

Zones protégées :

L'article 413-7 du code pénal définit les zones protégées. Une zone protégée consiste en tout local où la libre circulation est interdite et l'accès soumis à autorisation. Les limites sont visibles et ne peuvent être franchies par inadvertance. Des mesures d'interdiction d'accès sont prises par l'autorité responsable.

L'autorisation de pénétrer dans une zone protégée est donnée par l'officier de sécurité du site selon les directives et sous le contrôle de l'autorité ayant décidé de la création de la zone protégée. En vertu des dispositions pénales précitées, toute personne non autorisée s'introduisant dans une zone protégée encourt une peine correctionnelle.

Les agents du contractant amenés à intervenir en zone protégée devront être autorisés par le ministère. Dans l'hypothèse d'une sous-traitance, les sous-traitants sont soumis aux mêmes obligations que le contractant à savoir : enquête administrative en tant que personne morale, et enquête administrative des personnes physiques.

Les personnes en service ayant accès de par leurs fonctions aux zones protégées disposent d'un badge apparent avec photo.

Ils :

- ont satisfait à une enquête administrative ;
- appartiennent à une société ayant au préalable satisfait à une enquête administrative;
- portent un badge apparent avec photo ;
- interviennent en présence des personnels du lieu.

1. Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

2. Le titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.

3. Le titulaire reconnaît avoir fait signer par tous les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations, une déclaration individuelle par laquelle lesdits personnels attestent :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

4. Le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

5. Le titulaire s'engage à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.
6. Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'autorité contractante ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.
7. Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

Clauses au contrat de travail

Les contrats de travail des personnes exécutant les prestations sensibles de ce marché comporteront une clause de protection du secret présentée.

Lorsqu'un salarié exécutant un contrat de travail ordinaire se trouve soumis aux conditions applicables aux contrats sensibles, un avenant conforme aux présentes dispositions est introduit dans son contrat de travail.

Les parties au contrat de travail peuvent compléter ou adapter la clause mentionnée précédemment selon les spécificités dudit contrat sensible sans jamais lui être contrares.

13- Obligation de confidentialité du titulaire

Le titulaire est tenu au secret professionnel. Il s'engage à ne pas divulguer, ni à utiliser pour d'autres fins que l'exécution du présent marché, les informations qu'il est amené à connaître directement ou indirectement du fait de l'exécution du présent marché.

Le titulaire est tenu aux clauses de confidentialité des articles 5.1, 5.2 et 5.4 du CCAG-FCS.

Pour l'exécution du présent marché, le titulaire est soumis à la réglementation en vigueur sur le traitement de données à caractère personnel, notamment le règlement UE 2016/679 (« règlement général sur la protection des données » – RGPD).

Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance (DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>) qui comprend les dispositions relatives au RGPD.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Le titulaire demeure responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Le titulaire informe l'acheteur de toute violation de données à caractère personnel, dès qu'il en a connaissance, par courrier électronique à l'adresse seti1.sas.daf.sg@developpement-durable.gouv.fr. Le titulaire prend toutes les mesures appropriées pour garantir l'intégrité, la confidentialité, la sauvegarde et la disponibilité des données.

Le titulaire s'engage ensuite à notifier la violation le plus rapidement possible au délégué à la protection des données (DPD) de l'acheteur à l'adresse suivante : dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr

Ces notifications contiennent l'ensemble des informations mentionnées au paragraphe 2 de l'article 33 du RGPD et sont accompagnées de toute documentation utile.

Le titulaire communique à l'acheteur, dès la notification du marché public, le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen.

14- Engagements de l'administration

L'administration s'engage à fournir au titulaire, pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées, tous les matériels et informations jugés nécessaires à la bonne exécution du marché après accord entre les deux parties.

15- Résiliation du marché

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ses obligations contractuelles, le marché pourra être résilié à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité.

Le marché pourra être résilié dans les cas et selon les conditions prévues à l'article 41 du CCAG/FCS.

16- Formalités administratives diverses

Assurance

Le titulaire doit être garanti par une police destinée à couvrir sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'exécution du marché. Le titulaire doit pouvoir fournir pendant toute la durée du marché et sur simple demande de l'administration une attestation émanant de sa compagnie d'assurance.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

17- Différend, litige et juridiction compétente

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

Conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique et à l'article 55 du CCAG, lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des

entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique.

Recours au médiateur :

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, les parties ont notamment la possibilité de saisir le médiateur interne désigné au sein des Ministères de la Transition Ecologique, de l'Aménagement du Territoire, des Transports, de la Ville et du Logement.

A cet effet, la médiatrice interne du MTEATTVL, indépendante de la fonction achats, peut être contactée à l'adresse suivante :

mediateur@developpement-durable.gouv.fr

Pour plus d'informations : lien vers le site internet du ministère : <https://www.ecologie.gouv.fr/nos-engagements-faveur-entreprises>

En cas de recours à la médiation interne, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties, conformément au code de justice administrative.

Les constatations du médiateur et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentielles, de même que l'accord qui en résulte, sauf nécessité liée à sa mise en œuvre.

Les délais de recours contentieux et les prescriptions, pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, recommencent à courir à compter de la date à laquelle soit l'une des parties, soit le médiateur, notifie à l'ensemble des parties et au médiateur que la médiation est terminée.

Le présent marché est régi par le droit français.

Au cas où aucun accord amiable ne pourrait être trouvé entre les parties, le litige éventuel sera soumis au tribunal administratif compétent. L'instance chargée des procédures de recours est le :

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise

2-4 boulevard de l'Hautil 95027 CERGY PONTOISE Cedex.

téléphone : 01.30.17.34.00 / télécopie : 01.30.17.34.59

email : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

18- Dérogation aux documents généraux

Les articles du présent CCAP cités dans le tableau ci-dessous dérogent aux articles du CCAG/FCS correspondant.

Articles du CCAP	Articles du CCAG/FCS
3	4.1 et 4.2.1
6	27.3
7.3	41
10	14